

**Dr Lamine KEITA, économiste, sur le changement de monnaie :
L'éco est souhaité pour approfondir l'intégration des pays concernés**

MALI

L'information est l'oxygène des temps modernes

MARDI 11 FEVRIER 2020

540

Malikilé

www.malikile.com

QUOTIDIEN D'INFORMATION ET DE COMMUNICATION

**Dialogue avec
les djihadistes**

IBRAHIM BOUBACAR KETTA
LE PRÉSIDENT DU MALI SUR FRANCE 24 ET RFI

La cacophonie



Diéma, Région de Kayes : Deux djihadistes tués



**FDP-MALIKURA : Une nouvelle force politique
en gestation**

FOFY[®] INDUSTRIES

L'équipementier de votre maison

CUIVES

MALISAD10



Santé • Sécurité • Economie

Une	Dialogue avec les djihadistes : La cacophonie	P.4
Brèves	<p>Ministère des Affaires religieuses et du Culte : 15 personnes décorées pour mérite P.11</p> <p>Electrification rurale au Mali : 18%, le taux de couverture nationale P.11</p> <p>Attaque de la BT de Diéma : Une unité de la Forsat met en déroute les terroristes P.12</p> <p>Terrorisme : Plus de 100 suspects arrêtés par l'Armée malienne à Konna P.12</p> <p>Blanchiment d'argent : Aliou Boubacar Diallo dans le collimateur de la justice P.12</p> <p>Énergie : Bientôt deux centrales à Diéma P.13</p> <p>Le président Keïta au sortir de la réunion sur le Sahel : «Qu'on nous écoute au moins une fois» P.13</p> <p>Banditisme ambiant à Bamako : Ousmane Traoré dans le filet du 12ème arrondissement P.14</p> <p>COMMUNIQUÉ DU GOUVERNEMENT SUR LES MESURES PRISES FACE À LA MALADIE DU CORONAVIRUS P.14</p>	
Actualité	<p>Hadj 2020 : Le prix fixé à 2, 747 millions P.16</p> <p>Conseil national du patronat du Mali : Pour la digitalisation de la carte fiscale P.17</p> <p>Diéma, Région de Kayes : Deux djihadistes tués P.18</p> <p>Grève des enseignants : Quand le gouvernement Boubou Cissé fait de la diversion P.19</p>	
Politique	<p>FDP-MALIKURA : Une nouvelle force politique en gestation P.21</p> <p>Dr Lamine KEITA, économiste, sur le changement de monnaie : L'éco est souhaité pour approfondir l'intégration des pays concernés P.22</p> <p>Sommet de l'UA à Addis Abeba : Première réunion du conseil des pairs pour la culture P.23</p> <p>Paix et lutte contre l'impunité : Les habitants de la région de Kidal et la MINUSMA échangent P.24</p>	
Culture & société	Circulation de Bamako : À quoi servent les échangeurs-piétons ? P.26	
International	<p>Addis-Abeba : L'Union africaine veut « faire taire les armes » P.27</p> <p>Sommet de l'Union africaine : L'Algérie et le Maroc s'opposent à nouveau sur le Sahara occidental P.28</p>	
Sport	<p>Nos expatriés : Yattabaré arrache le nul et permet à son équipe d'être seul leader P.29</p> <p>Crise à Barcelone : Messi menace désormais de quitter le club ! P.30</p>	

Comité de rédaction

Quotidien numérique d'informations générales paraissant du lundi au vendredi

Edité par la Société **Agence Malienne de Presse et d'Informations (AMPI)**
Siège : Rue du Gouverneur (902) Immeuble Baye Niass – Faladié (Bamako – Mali)
Email : ampkile@gmail.com / malikile@gmail.com
Site Web : www.malikile.com
Contacts : +223 70 44 22 23

- **Redacteur en Chef** : Amadou TALL
- **Rédaction Générale** : Karamoko B. Keïta, Demba SIDIBE (Stagiaire), Moctar Sow, Diala Teny Konaté, Ibrahim Sanogo
- **Gérant** : Moctar Sow
- **Service Commercial** : Youssouf Diarra
- **Secrétariat** : AZIA Bénédicte

P.12



P.16



P.24





Dialogue avec les djihadistes : La cacophonie

Bien malin qui saurait suivre le président Ibrahim Boubacar Keita, ses ministres notamment celui des Affaires Etrangères qui tente de s'approprier le dossier de l'insécurité et de la réconciliation au Mali, son haut représentant chargé du centre l'ancien Chef de l'Etat Dioncounda Traoré et d'autres sur la démarche à adopter face aux djihadistes qui ensanglantent le Mali. Faut-il ou non dialoguer avec des chefs terroristes comme Amadou Koufa, Iyad Ag Ghaly ou encore Abou Walid Al-Sahraoui ?

Aucun fil d'ariane, aucune cohérence n'apparaît dans les prises de positions et déclarations des hauts responsables maliens à ce sujet. Or une position sur ce délicat sujet ne saurait relever des humeurs du jour, d'une posture ou d'un coup médiatique face à un micro tendu. Elle doit, cette position, au contraire procéder d'une réflexion approfondie et inclusive couronnée par des choix clairs s'imposant à tous comme un bréviaire, une ligne de conduite. Bien évidem-

ment ces choix ne sauraient s'opérer sans une concertation avec ceux de la communauté internationale impliqués dans le règlement de la crise malienne comme les Nations Unies, la France ou encore les Etats-Unis qui doivent eux-mêmes harmoniser leurs positions.



En toute hypothèse, le pire est de ne pas avoir une doctrine, une boussole et d'être constamment ballotté par des vents quelque fois contraires. Surtout si l'on se rappelle cette vieille sagesse de Sénèque « Il n'est pas de vent favorable pour celui qui ne sait où il va ».

A début était la mission confiée par le premier ministre Abdoulaye Idrissa Maiga à l'imam Mahmoud Dicko, à l'époque président du Haut Conseil Islamique du Mali avec, d'ailleurs un début d'exécution. La révocation prématurée de A.I. Maiga a entraîné la fin de la mission de l'imam qui d'ailleurs en a toujours voulu au premier ministre Soumeylou Boubeye Maiga responsable, selon lui, de son limogeage. Il a d'ailleurs fini par obtenir sa tête.

Il y eût ensuite de discrets missionnaires offi-



ciels ou officieux dont Maître Hassane Barry qui s'est rendu auprès de Amadou Koufa avec le Colonel Mamadou Iamine Konaré, sous-chef des renseignements militaires et fils de l'ancien président Alpha Oumar Konaré.

Au sujet de cette mission, et répondant à une question de Jeune Afrique datée du 1er juillet 2019 IBK n'a pas hésité à déclarer « **Je n'ai pas particulièrement suivi ni approuvé cet aspect de la mission qui lui avait été confiée par le Premier ministre de l'époque, Idrissa Maïga. Il s'agissait plutôt de faciliter la libération d'otages en échange de celle d'individus détenus pour des crimes non létaux.** »

Voilà qui est illustratif de l'amateurisme avec lequel cette question est appréhendée.

Interrogé le 20 mai 2019 Radio France Internationale (RFI) le ministre des Affaires Etrangères Tiébilé Dramé, au sujet de négociations avec certains djihadistes déclarait : « **La ligne de l'État malien, c'est qu'il n'y a pas de dialogue envisagé avec ceux dont vous parlez. Je crois qu'il faut s'en tenir à cette ligne de l'État malien et à la ligne qui a été décidée en rapport avec nos voisins, en rapport avec nos partenaires qui nous assistent dans la lutte contre le terrorisme.** »

Et de poursuivre s'agissant de Amadou Koufa : « **Amadou Koufa et sa katiba Macina font partie du groupe de soutien à l'islam et aux musulmans. Donc, je ne vois pas comment l'on peut faire une différence entre ce chef local - comme vous le dites - et ceux qui dirigent sa coalition. Cette coalition a contribué à verser beaucoup de sang, même trop de sang, ces dernières années.** ».

Cette « ligne de l'Etat malien » a été réaffirmée et confortée par la voix la plus autorisée, celle du président de la République qui, répondant dans la même interview accordée à Jeune Afrique à la question de « l'ouverture de canaux

de négociation avec les chefs djihadistes Koufa et Ag Ghali, à l'instar de ce que les Américains font avec les talibans : « **Une mer de sang nous sépare de ces gens. Je suis disposé à reconstruire le Mali avec tous ses enfants, y compris avec ceux qui apporteront la preuve d'une repentance sincère. Mais attention : cela n'a rien à voir avec l'impunité, et les criminels devront répondre de leurs actes.** » Et à la question précise de savoir si Amadou Koufa était concerné par ce refus de négocier : « **Sur quelles bases ? Ce monsieur exige l'application de la charia, l'interdiction de l'école républicaine et moderne, le califat, la fin de toutes les valeurs qui fondent notre vivre-ensemble. Nous n'avons rien à nous dire.**

C'est donc à la surprise générale, que Dioncounda Traoré, Haut représentant du Chef de l'Etat pour le Centre déclarait lors de sa première conférence de presse tenue le 23 janvier





dernier soit plusieurs mois après sa nomination
« **"Nous sommes prêts à lancer les passerelles pour dialoguer avec tout le monde. Vous savez tout conflit se termine par un dialogue.**

Il faut à un moment donné, s'asseoir autour d'une table et discuter. Alors, si on peut économiser des vies humaines et éviter des violences gratuites, pourquoi pas ? On essaie le dialogue, avec certains ça marchera tout de suite, avec d'autres ça marchera après. Personnellement, j'ai envoyé des émissaires en direction de Kouffa et en direction de Iyad pour leur dire que je suis disposé à discuter avec eux. À mon niveau il n'y a aucune exclusive".

L'entorse à la ligne gouvernementale, que sur-

veillance comme du petit lait certains partenaires du Mali, était manifeste. Était-ce une bourde ou un dérapage calculé ? Si oui avec ou non l'approbation de IBK.

Quoi qu'il en soit, et réagissant au quart de tour, le ministre des Affaires étrangères s'est autorisé à recadrer le Haut représentant du Président de la République en affirmant, péremptoire, que sa déclaration « **n'engage que lui et non le Gouvernement du Mali** ». Puis sur RFI le 31 janvier « **Le haut représentant du chef de l'État, Dioncounda Traoré, ne m'a pas consulté avant de faire cette annonce** ». On imagine mal Dramé s'enhardir à désavouer ainsi Dioncounda Traoré, président de la Transition, dont il fût le missi dominici pour les négociations qui ont abouti aux Ac-

cords préliminaires de Ouagadougou. Ou il avait le feu vert de IBK ou il a gravement pêché par excès de confiance en lui-même et en sa place dans le dispositif présidentiel.

C'est le ministre porte-parole du Gouvernement qui siffla finalement la fin de la récréation « **Au niveau du gouvernement, la question n'est pas à l'ordre du jour pour le moment. Mais il n'y saurait y avoir d'antagonisme entre le haut représentant du chef de l'État et le gouvernement qui travaille également sous la clairvoyance du président de la République. Le président n'a pas désigné Dioncounda Traoré par hasard** »

En toute hypothèse, sur RFI et France 24, hier 10 février IBK annonce sa nouvelle posture qui est aussi un total revirement : il faut négocier dit-il avec Koufa, Iyad et Al-Sahraoui. (Lire Encadré)

Une doctrine finalement arrêtée ? Après des concertations internes et externes ? Ou encore un fait du prince sujet à remise en cause ? IBK jure que non. Mais seul le temps nous édifiera. Surtout que pour Jean-Pierre Lacroix, Secrétaire général adjoint aux opérations de la paix pour l'ONU qui vient de boucler un séjour relativement long au Mali : « **S'il y a des représentants des autorités maliennes qui sont tués, attaqués, des écoles attaquées, fermées, la population harcelée, ce ne sont pas des symptômes de prédisposition au dialogue très évidents.** »

■ MOCTAR SOW



2020 SUR LES NEGOCIATIONS AVEC LES DJIHADISTES

■ ■ Ce (parler avec les djihadistes et lutter contre le terrorisme) n'est pas du tout antinomique. Je pense que quel que soit l'ap-prêché d'un combat, et Dieu sait que je ne pense pas le meilleur de ceux-là dont vous venez de citer le nom, mais j'ai devoir aujourd'hui et mission à créer tous les espaces possibles et à tout faire pour que, par un biais ou un autre, on puisse parvenir à quelque apaisement possible. Parce que le nombre de morts aujourd'hui au Sahel devient exponentiel et je crois qu'il est temps que certaines voies soient explorées. Dioncounda n'ira pas lui-même rencontrer telle ou telle personnalité mais Dioncounda est en mission de moi. Il est mon haut représentant et donc il est en devoir également d'écouter tout le monde et de voir si tel ou tel dans l'entourage de tel de ceux-là peut être sensible à un discours de raison et également comprendre aujourd'hui qu'avec la mobilisation qui est faite au plan africain, au plan mondial les chances de prospérer dans cette voie-là deviennent assez difficiles.

On peut parler avec Abou Walid El Saharaoui aussi ...

Et dès lors qu'il faut qu'on parle vraiment aujourd'hui avec raison si possible et avancer. Ne rien exclure. Je note une chose que en Algérie quand il y avait cette terreur qui était sensible et visible quotidienne, personne ne pensait qu'il était possible que des voies puissent s'ouvrir, qu'une concorde nationale puisse être atteinte et qui conduise aujourd'hui à l'apaisement que l'on voit dans l'espace algérien. Ce n'est donc pas une vue de l'esprit, quelque chose de l'ordre de l'impossible. Pourquoi pas éventuellement ? Mais je ne suis pas naïf du tout. Ceux qui ordonnent que l'on vienne dans une mosquée se faire exploser au milieu des fidèles n'ont pas beaucoup mon estime. Et moi j'ai travaillé avec Iyad à Koulouba où nous fûmes conseillers du président Konaré à l'époque. J'ai gardé le

souvenir d'un homme courtois et avenant, je ne sache pas qu'il soit demeuré celui-là d'après tout ce qui me revient aujourd'hui. En tous les cas, beaucoup d'actes ont été commis.

Et je voudrais aussi dire ceci : cette histoire de dialoguer avec Koufa et Iyad n'a pas surgi comme ça au réveil d'un somme de IBK. Nous avons au Mali tenté la gageure d'un Dialogue national inclusif qu'on a dit impossible, plein de risque, que ça allait être l'hallali, ça va être également le démantèlement de l'APR, l'occasion pour ceux-là qui ne l'ont jamais admis de s'en donner à cœur joie. Et l'on verra ceci et l'on verra cela. Le DNI, nous l'avons initié depuis la base, depuis les communes, jusqu'aux cercles, aux régions et l'apothéose finale qui a donné des résolutions que l'on sait à l'application desquelles nous sommes attelés aujourd'hui. Et parmi les recommandations, il y a cet aspect-là. Et pourquoi pas essayer le contact avec ceux-là dont nous savons qu'ils tirent les ficelles de la situation au Mali. Ce n'est pas une lubie d'IBK.

Avez-vous eu un premier retour de cette approche ?

J'avoue qu'aujourd'hui encore nous sommes en attente de quelque frémissement. Mais au sortir du DNI on ne triche pas ; on a dit qu'on va essayer ce que le peuple réunit dans une sorte de Loya Jirga comme en Afghanistan a souhaité que nous fassions et nous sommes en train d'essayer de le faire. Mais sans aucune grande naïveté. "Nous ne sommes pas des grands candidats qui pensent que tout de suite cette porte va s'ouvrir, aller s'asseoir sur la peau de prière de Koufa en face de lui pour lui dire « bon écoute cher ami, reviens à de meilleurs sentiments maintenant et dépose les armes ». Mais nous continuons notre débat, notre travail. Mais nous rassurons également que nous ne sommes pas des gens butés, des gens bloqués, obtus. C'est tout. Je pense que l'on se comprends ".

malikile.com

La première Plateforme de Distribution de communiqués et de relation médias et bien d'autres services ! *



Courrier international



Espagne : "Les organisations criminelles arrivent et montent tout (plantes, câblage électrique, lumières...), elles laissent un manuel d'instructions aux familles où elles détaillent comment prendre soin des plantes, étape par étape. Puis, elles viennent pour la récolte."

PINAL



PINAL est à : Cercle de Bandiagara. La situation des ponts sabotés devient inquiétante. Il y'a un pont entre Bankass bandiagara et un autre entre Burkina koro, tous deux dynamités. Les paisibles populations meurent sur ces deux axes sans assistance sécuritaire. Nous interpellons le ministère en charge


Ammy Baba Cisse



Alpha Conde dit qu'il ne comprend pas pourquoi certains changent leurs constitutions plusieurs fois mais qu'avec lui, ça pose problème.

Quand on écoute Alpha Conde, on a l'impression que son opposition ne fait pas partie de son Peuple.

3 ans d'emprisonnement avec sursis pour Teodorin Obiang et 30 millions d'amendes avec confiscation de tous les biens.



communiqué de presse
Lundi 10 février 2020

EXCLUSIF

Lundi 10 février 2020 à 18h15 sur France 24 et 19h15 sur RFI

Ibrahim Boubacar Keïta
Président de la République du Mali

est l'invité de **Marc Perelman (France 24)** et **Christophe Boisbouvier (RFI)**

Entretien enregistré lors du Sommet de l'Union africaine à Addis Abeba

Le Président de la République du Mali annonce pour la première fois l'ouverture d'un dialogue avec les chefs terroristes Iyad Ag Ghali et Amadou Koufa. Il indique que cette tentative de dialogue est nécessaire mais qu'il n'est pas naïf. Ibrahim Boubacar Keita annonce également que l'armée malienne est en route vers la ville de Kidal, qui échappe à son contrôle depuis 2014, affirmant qu'elle y sera ce vendredi. Il affirme que des djihadistes sont arrivés au Sahel depuis la Syrie et l'Irak via la Libye. Il se dit optimiste sur un maintien d'une présence militaire américaine dans la région malgré les indications de retrait de Washington, soulignant que cette présence était plus que nécessaire face à des groupes de plus en plus aguerris et meurtriers. Enfin, le Président de la République du Mali nie toute duplicité vis-à-vis de la France et condamne ceux qui manifestent contre la présence française, affirmant qu'ils sont « anti-maliens ».

Même actuellement, des maliens ont construit illégalement sur des parcelles où sont implantées les plaques de l'OMH.

Courage à nos forces armées maliennes. Continuons à les aider par les détails discrets.

Figaro du Mali



Départ du camp Firhoun pour Kidal, peu après 14 heures ce jour lundi 10 février 2020. Près de 300 éléments à bord de 2 camions et 32 véhicules légers... Bonne route à nos FAMA...

Source : Makan Koné



Grand mouvement des élèves vers l'assemblée nationale ce matin.

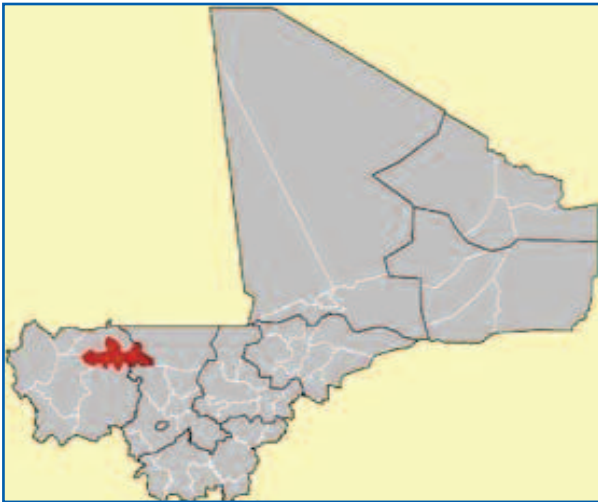


Fahad Ag Almahmoud



IBK annonce le dialogue avec Iyad et Kouffa France 24.

Avec les attaques de Sokolo et de Diema bientôt tous les maliens seront concernés par la crise.



Chodi Ag

Chodi Ag est avec Fahad Ag Almahmoud et 2 autres personnes. Le droit à l'éducation au Mali devient un privilège que seul les gosses des riches ont accès. Au nord il n'y a même pas d'école dans plusieurs localités, à Bamako la capitale il faut être dans une école privée pour avoir son droit à l'éducation, des écoles très chers pour un peuple si pauvre. C'est très dangereux pour un État en 2020 que ses enfants, son avenir n'aient pas accès à l'école seul moyens d'assurer un peuple de demain instruit, intellectuel et compétitif. Formons nos enfants avant que la vie les forment autrement dans le sens négatif.



Chodi Ag est avec Fahad Ag Almahmoud et 7 autres personnes. Deuil : Attaque du Poste Alaton (NIONO) ce jour dimanche le 09 février 2020 aux environs de 3h du matin par les bandits armés non

identifié. LE Bilan provisoire est de trois (03) morts tous gendarmes il s'agit de:

- Adjt Hamou Sangaré BT Niono
- Mdl Yaya Sanogo Escadron 4/4 Niono
- Mdl Aly Bamba Escadron 4/4 Niono

Chodi Ag est avec Fahad Ag Almahmoud et 4 autres personnes.

De l'oppression naît la révolution, de la révolution naît la liberté.

C'est dans le partage des mêmes rêves, des mêmes aspirations et du même champ de bataille que jaillissent l'unité, la force et l'atteinte des objectifs fixés.

GATIA-MSA...

Touré Abdoul Karim



Il a fallu mettre en place toutes les nouvelles cellules terroristes avec une coordination sans pareille pour déstabiliser trois pays qui font frontière.

Aujourd'hui le président de la république proclame fièrement une négociation avec les chefs terroristes. Cela veut dire que nous sommes d'accord de notre défaite après des milliers de morts. Il faut négocier. Mais peut-on négocier avec quelqu'un qui a déjà l'avantage sur nous ? Nous en tant que peuple et eux en tant que groupes armés, généralement à la solde des industriels de l'armement, les services secrets qui lancent des programmes de déstabilisation au compte des mêmes industriels qui sont représentés par leurs nations et leurs armées. Du coup, nous nous retrouvons sans armée et être obligé de négocier. Vive le Mali

Touré Abdoul Karim



Master Ti



Attaque de BT de Diema : Une unité de la Forsat met en déroute les terroristes. L'insécurité connaît encore des poches qui se manifestent par des attaques nocturnes ou matinales. Les groupes djihadistes, toujours motivés à déstabiliser totalement notre pays, continuent à se monter déterminés dans leur odieux crimes. Depuis des semaines, voire des mois, ce sont les forces de défense et de sécurité qui les cibles de montres avec lesquels certains envisagent des négociations.

À Diema, dans la région de Kayes, un groupes de terroristes a attaqué

Le poste de la Brigade Territoriale aux environs de 4 heures du matin. Le premier bilan, selon nos sources sécuritaires, fait état de trois morts dont deux (2) terroristes et un gendarme. Cette zone connaissait depuis des mois des menaces qui ont poussé le ministre de la sécurité, Salif Traoré, à déployer, entre Kolokani et cette zone de Diema, des unités de la Forsat dont la spécialité est évidemment le combat antiterroriste.

C'est d'ailleurs cette Forsat déployée dans les environs qui aurait infligé cette résistance et ces pertes à ces terroristes qui finalement disparu de la nature. Le dispositif est en alerte dans la ville et le calme est revenu, selon des habitants sur place.

FigaroduMali

Tiébilé Dramé

Le Mali tout entier retient son souffle ce soir: sa nouvelle armée est en mouvement vers Kidal...ce 10 février... Conformément à l' APR. Un tournant. Qu'Allah bénisse notre vieux pays.



Le journal Afrique

Le président Faure Gnassingbé est candidat pour un 4^e mandat dénoncé par l'opposition. Brigitte Ameganvi, la coordinatrice du Collectif "Togo Debout Europe" était l'invitée du journal Afrique de TV5MONDE.

@togo_debout

@FrontC_TGDebout



Yaya Sangare

L'Armée malienne reconstituée a pris effectivement le départ, ce jour lundi 10 février 2020 pour Kidal,



8^e région administrative du Mali. Plus de 300 éléments sont à bord de camions et des véhicules légers... et devraient arriver à Kidal, ce vendredi



KONÉ ISSIAKA SEKOU

Replying to YayaBSangare

Nous attendons voir. Donc il faut 5 jours de route de Gao à Kidal ? Nous ne cautionnerons pas un cantonnement de nos militaires ou même qu'ils soient mis sous commandement de groupes armés le jour et terroristes la nuit.



RFI

URGENT - Algérie: Saïd Bouteflika et deux ex-chefs de renseignement condamnés à 15 ans de prison en appel ; Louisa Hanoune libérée (avocat) <https://rfi.my/5M2Y.t>



PLANET Ananas

PLANET Ananas

PLANET Ananas

PLANET

A base d'eau Supermont et de sucre Naturel

Ministère des Affaires religieuses et du Culte : 15 personnes décorées pour mérite



Les récipiendaires au reçu leurs médailles à la faveur d'une cérémonie présidée, ce lundi après-midi, par le ministre Thierno Amadou Oumar Hass DIALLO, en présence du grand chancelier des ordres nationaux, le général Amadou Sagafourou GUEYE.

Le cérémonial a débuté par la décoration proprement dite par la remise de cinq médailles pour le de chevalier de l'ordre national, par le ministre DIALLO. Quant au général GUEYE, il a remis les 10 médailles pour le Mérite national, avec effigie abeille.

« Les mots nous manquent de vous exprimer toutes nos émotions, toutes nos joies, mais aussi, toutes nos inquiétudes suite à la distinction honorifique qui vient de nous être faite, sur votre proposition, par le Président de la République, SE Elhadj Ibrahim Boubacar KEITA, à travers la Grande chancellerie », s'est réjoui le porte-parole des récipiendaires, M. Toumany SANGARE, par ailleurs Secrétaire général du Département.

Aussi, a-t-il exprimé toute la gratitude des récipiendaires à l'endroit du ministre DIALLO, parce que, a soutenu M. SANGARE, ces mérites sont le fruit du choix porté sur chacun d'eux par le Ministre.

« Le fait d'être ainsi mis en avant nous a émus et nous a fait chaud au cœur, en même temps qu'il nous inspiré des inquiétudes justifiées, celles de ne pouvoir nous maintenir à hauteur du mérite reconnu », a-t-il indiqué.

« Cependant, nous vous assurons de savoir raison garder, tout en restant réfléchis dans l'humilité », a promis le porte-parole des récipiendaires, voyant dans l'acte posé « une incitation à mieux faire et une invitation à la constante détermination d'aller de l'avant ». Car, a justifié M. SANGARE, « nous venons de réaliser qu'en fait de mérite récompensé, il s'agit plutôt de récompense d'un mérite à acquérir par la constance dans l'effort et l'assiduité au travail bien fait ». « C'est mérité », a complimenté le ministre DIALLO, justifiant ces récompenses comme une « participation à l'œuvre de construction nationale ».

« Soyez-en fiers parce que, désormais, vous êtes porteurs de valeurs et d'espérance », a-t-il martelé, en invitant les médaillés à « redoubler d'ardeur en qualité d'ouvriers du pays entier, pas seulement pour le sacerdoce », en référence aux hommes de Dieu parmi les récipiendaires. « Vous n'êtes que des hommes, certes ; mais, vous êtes célébrés comme

Electrification rurale au Mali : 18%, le taux de couverture nationale



En marge de la 16e édition de Segou'Art Festival sur le Niger, l'Agence Malienne pour le Développement de l'Energie Domestique et de l'Electrification Rurale (AMADER) a organisé, ce samedi 08 février 2020 à Ségou, une conférence de presse. L'objectif pour les organisateurs, était de présenter les activités et projets de la dite Agence en cours d'exécution. L'occasion a été mise à profit par le Président Directeur Général de l'AMADER, M. Mamoudou Ouattara d'annoncer le taux de couverture nationale de l'électrification rurale et de signaler certaines difficultés.

En effet, cette conférence de presse était animée par le Président Directeur Général de l'AMADER, M. Mamadou Ouattara. Il était accompagné au présidium par le Directeur Administratif et Financier de l'AMADER, M. Boubacar Diarra et le Directeur Régional de l'énergie de Ségou, M. Souleymane Coulibaly.

Dans son intervention, le P.D.G Ouattara est revenu sur les résultats obtenus par l'AMADER depuis sa création en 2003. A ses dires, le parcours est satisfaisant, même si l'objectif n'est pas atteint : « l'AMADER a été créé depuis 2003 pour développer l'électrification rurale et l'énergie domestique. Avant sa création, le taux d'électrification rurale était moins de 1%. Mais aujourd'hui, nous sommes à 18% » a-t-il martelé. Ce taux de 18% reste nettement inférieur au regard de l'objectif initial, à en croire M. Ouattara : « ce taux est timide par rapport à la forte démographie. Notre objectif était d'atteindre les 55% comme taux d'électrification rurale avant 2020 » a-t-il déploré.

Le PDG Mamadou Ouattara justifie ce retard par le fait que l'AMADER fait face à un gros problème de financement vu la demande : « La population augmente d'année en année. Et si le financement aussi n'augmente pas, le taux aura toujours tendance à diminuer » affirme-t-il, avant de fixer l'objectif 24% d'électrification rurale pour l'année 2020. A signaler qu'au cours de cette conférence de presse, le PDG Ouattara a annoncé quatre (4) vastes projets que l'AMADER entend exécuter pour lutter contre le chômage en milieu rural. Il s'agit en effet des projets dont bénéficieront près de cent (100) villages du Mali, notamment dans les régions comme Kayes, Sikasso et Ségou.

■ Boubacar Kanouté

des Dieux », a conclu le ministre DIALLO, pour souligner à la fois l'humilité et la grandeur du mérite.

■ Source : CCOM/MARC

Attaque de la BT de Diema : Une unité de la Forsat met en déroute les terroristes



L'insécurité connaît encore des poches qui se manifestent par des attaques nocturnes ou matinales. Les groupes djihadistes, toujours motivés à déstabiliser totalement notre pays, continuent à se monter déterminés dans leurs odieux crimes. Depuis des semaines, voire des mois, ce sont les forces de défense et de sécurité qui les cibles de montres avec lesquels certains envisagent des négociations.

À Diema, dans la région de Kayes, un groupes de terroristes a attaqué le poste de la Brigade Territoriale aux environs de 4heures du matin. Le premier bilan, selon nos sources sécuritaires, fait état de trois morts dont deux (2) terroristes et un gendarme. Cette zone connaissait depuis des mois des menaces qui ont poussé le ministre de la sécurité, Salif Traoré, à déployer, entre Kolokani et cette zone de Diema, des unités de la Forsat dont la spécialité est évidemment le combat antiterroriste. C'est d'ailleurs cette Forsat déployée dans les environs qui aurait infligé cette résistance et ces pertes à ces terroristes qui finalement disparu de la nature. Le dispositif est en alerte dans la ville et le calme est revenu, selon des habitants sur place.

Blanchiment d'argent : Aliou Boubacar Diallo dans le collimateur de la justice

L'ancien patron de la société minière Wassoul'Or SA et non moins candidat à la dernière élection présidentielle sous les couleurs de l'ADP/Maliba dont il est le parrain, est aujourd'hui dans la ligne de mire de la justice malienne.

En effet, il nous revient de source judiciaire qu'il ferait l'objet d'une enquête rondement menée par le juge d'instruction du 9ème cabinet du Tribunal de grande instance de commune VI du district de Bamako. Selon nos sources, ladite affaire porte sur un dossier de blanchiment d'argent d'un montant de cinq cent millions de FCFA (500.000.000FCFA). On nous informe en outre que c'est le rapport n°003 de la Cellule de traitement des informations financières (Centif-Mali) du 18 juillet 2017 qui a levé le lièvre dans cette affaire. C'est ce dossier qui est aujourd'hui en instruction au niveau du 9ème cabinet du tribunal de grande instance de la commune VI du district de Bamako.

Terrorisme : Plus de 100 suspects arrêtés par l'Armée malienne à Konna



Plus de 100 personnes suspectées d'avoir des liens avec le groupe terroriste ELGS (État Islamique au Grand Sahara), ont été arrêtées hier jeudi (6 Février) dans le marché à bétail de Konna, à moins de 70 kilomètres de la ville de Mopti. Selon Nord Sud Journal qui donne l'information citant le maire de Konna, Sory Diakité, les personnes arrêtées, ont été conduites au camp militaire de la ville où elles se trouvent toujours au moment où nous mettons l'information sous presse. Une source sécuritaire contactée par 223infos.net n'a pas souhaité commenter l'information qu'elle ne dément pas non plus.

Ces interpellations interviennent 24 h après l'annonce, le 5 février sur les réseaux sociaux, de la présence des combattants du groupe terroriste ELGS qui avaient occupé deux villages environnants de Konna (Konza et Sendegue) où ils appliqueraient à souhait la charia.



C'est pour cette raison d'ailleurs que les employés de la société Wassoul'Or ne cessent de défilent devant le juge d'instruction en charge de ce dossier.

Le mis en cause que nous avons pu joindre au téléphone depuis le Maroc, où il séjourne actuellement, c'est-à-dire Aliou Boubacar Diallo, nous fera savoir que c'est un de ses collaborateurs qui a utilisé un de ses comptes bancaires à son insu, en faisant transiter la bagatelle de cinq cent millions de FCFA.

Une opération douteuse aux yeux de la justice malienne qui assimile cet acte à un blanchiment d'argent.

L'enquête en cours apportera sans doute toute la lumière sur cette affaire scabreuse très gênante d'ailleurs pour Aliou Boubacar Diallo.

■ B.F

Énergie : Bientôt deux centrales à Diéma



Le ministre de l'Énergie et de l'Eau, Sambou Wagué, et le directeur de la société PAL 4 Énergie Solaire LLC des Émirats arabes unis d'Abu-Dhabi, Muhammad Zafar, ont signé vendredi dernier un protocole d'accord pour la réalisation de deux centrales dans la localité de Diéma. La cérémonie de signature s'est déroulée dans la salle de conférence du département en présence de la ministre en charge de la Promotion de l'investissement privé, des Petites et moyennes entreprises et de l'Entreprenariat national, Mme Safia Boly.

Cet accord permettra de réaliser une centrale solaire de 100 mégawatt crête et une centrale thermique d'une puissance de 100 mégawatt.

Le projet permettra également la construction de lignes haute et moyenne tension pour raccorder les localités de Diéma, Nara, Nioro et Banamba au réseau interconnecté du pays à travers une ligne de 225 Kva qui reliera Diéma à Bamako. Le protocole d'accord a été signé pour une durée de 25 ans. «La société PAL 4 Énergie Solaire LLC, est une compagnie énergétique qui développe des projets d'infrastructures dans l'énergie présente partout en Afrique. Cette initiative du gouvernement malien est la meilleure stratégie pour développer les infrastructures énergétiques», a expliqué le patron de la société PAL 4 Énergie Solaire LLC. Le promoteur a également exprimé l'intérêt de travailler avec notre gouvernement compte tenu des potentialités.

De son côté, Mme Safia Boly a expliqué que cette convention participe à la promotion des différents secteurs clés de l'économie de notre pays. Elle soulignera ensuite que l'énergie va susciter la relance de l'économie en répondant aux besoins des petites et moyennes entreprises et des industriels. «Nous avons une production énergétique qui peine à couvrir la demande, ce qui est un obstacle pour les entreprises. À travers ces deux centrales, nous pourrions offrir à ces entreprises la possibilité d'augmenter leurs chiffres d'affaires et leurs opérations. Les entreprises au niveau des régions vont pouvoir profiter énormément de cette nouvelle initiative», a-t-elle souligné.

De son côté, le ministre de l'Énergie et l'Eau a indiqué que cet accord intervient après plusieurs mois de discussions avec la société PAL 4 Énergie Solaire LLC. «Ces promoteurs nous aideront à construire des ouvrages de production et aussi des ouvrages de transport, ce qui est vraiment une innovation», a expliqué Sambou Wagué qui a annoncé que le démarrage des travaux est pour bientôt et pour une durée de 12 à 14 mois. Le coût du projet est estimé à 300 millions de Fcfa.

■ Babba B. COULIBALY

Le président Keïta au sortir de la réunion sur le Sahel : «Qu'on nous écoute au moins une fois»



À sa sortie de la réunion de haut niveau du Conseil paix et sécurité de l'Union africaine sur la crise au Sahel et en Libye, le président de la République, Ibrahim Boubacar Keïta, a invité la Communauté internationale et l'ensemble des amis du Sahel à aider nos pays à bouter le terrorisme hors de nos frontières, afin d'éviter une expansion de ce mal qui réduit à néant nos efforts de développement.

«Qu'à Dieu ne plaise, si cette digue qui résiste encore fort heureusement venait à rompre, les eaux dont nous ne voulons pas, atteindraient la Méditerranée. Voilà ce que nous disons depuis dix ans. Qu'on nous écoute au moins une fois», a plaidé Ibrahim Boubacar Keïta.

Pour le chef de l'État, cette session du Conseil de paix et sécurité de l'UA, qui s'est tenue un mois après le sommet de clarification de Pau, a été un grand moment pour le Sahel.

«En dépit des efforts énormes déployés par nos États et par le président français pour rendre pertinent notre concept, nous peinons encore à mobiliser les ressources que chacun juge essentiel, indispensable à l'efficacité de la Force conjointe du G5 Sahel», a déploré Ibrahim Boubacar Keïta, rappelant encore une fois que le combat que nous menons mérite d'être soutenu par le monde entier, car ce qui est en cause dans le Sahel heurte toutes nos valeurs.

«Quand la mort devient le but ultime d'un combat, ce ne sont pas des valeurs dans lesquelles, moi, je me reconnais. Et je sais que peu de nos amis également se reconnaissent dans ces valeurs-là. Quand on vient dans une mosquée, et qu'on y déclenche la mort, qu'on y invite tous ceux-là qui ne l'ont pas voulu. Quand on va sur un marché (un lieu de convivialité dans le Sahel et également de rencontre hebdomadaire entre des villageois) qu'on y sème la mort et la terreur, tout cela n'est pas d'usage courant et reconnu», a soutenu le président Keïta.

Le président de la République a réitéré la détermination de nos États à faire face à cette responsabilité mondiale.

«Nous ne voulons pas rester là à jouer les victimes pleurnichards. Nous disons qu'il faut unir les efforts de manière intelligente, de manière solidaire, pour que nous puissions bouter ces gens hors du Sahel», a conclu le chef de l'État.

■ C. M. T.

Banditisme ambiant à Bamako : Ousmane Traoré dans le filet du 12ème arrondissement

Les enquêtes et les recherches au niveau de tous les commissariats continuent de façon clandestine et discrète. Quelques jours seulement après avoir démantelé un réseau de voleurs de motos et de téléphones, le Commissaire Divisionnaire, Hamadou Ag Elmehdi et ses éléments ont encore frappé.

Dans la matinée du vendredi 07 Février 2020, vers 09heures précisément, une équipe du 12ème arrondissement a interpellé un certain Gaoussou Traoré, âgé de 22 ans. Il dit exercer la profession d'éleveur. Il est fils de Djibril et de feu Fatoumata Kanté.

D'après des détails, il est domicilié à Fombabougou. Cette interpellation rentre dans le cadre d'une enquête pour viol et plusieurs cas de vols de téléphones portables commis à Titibougou.



Une perquisition effectuée à son domicile aurait même permis de retrouver un sac contenant une dizaine (10) de téléphones portables, un permis scanné et la pochette d'un téléphone. Une enquête est ouverte afin de déterminer et élargir les autres aspects de ce banditisme résiduel que traque les hommes du commissaire Elmehdi.

COMMUNIQUÉ DU GOUVERNEMENT SUR LES MESURES PRISES FACE À LA MALADIE DU CORONAVIRUS

Le Gouvernement de la République du Mali, reste très préoccupé par l'évolution de la maladie du Coronavirus et informe l'opinion nationale, qu'à ce jour, aucun cas suspect n'est déclaré dans notre pays. Le Gouvernement de la République du Mali rassure la population que des mesures très strictes de contrôle sont mises en place dans tous les aéroports du Mali et dans plusieurs entrées terrestres.

À l'Aéroport International Président Modibo Keita - Sénou (Bamako), une équipe médicale permanente spécialisée est en place et contrôle systématiquement tous les passagers avec un dispositif d'urgence constitué d'ambulances et d'une salle d'isolement opérationnelle. Le Gouvernement invite avec insistance la population à signaler tout cas suspect au 36061 pour une prise en charge rapide.

Le ministre de la Santé et des Affaires Sociales, en collaboration avec l'Ambassade du Mali en Chine, et l'Ambassade de Chine à Bamako, a pris toutes les mesures nécessaires pour un contrôle spécifique et le suivi strict de nos compatriotes vivant en Chine.

Le Gouvernement de la République du Mali salue l'Ambassade de Chine à Bamako pour sa très franche collaboration.

Bamako, le 09 février 2020

**Le Ministre de la Communication, Chargé des Relations
avec les Institutions, Porte-parole du Gouvernement
Yaya Sangaré**



**WESTERN
UNION**

WU SM

Assurés et Prescripteurs, Attention à la fraude !



La CANAM rappelle à tous que toute fraude commise pour accéder aux prestations est punie par les dispositions de la loi N°09-015 du 26 Juin 2009.

La CANAM sait compter sur la compréhension de tous

Hadj 2020 : Le prix fixé à 2, 747 millions

Le ministre des Affaires religieuses et du Culte, M. Thierno Amadou Oumar Hass DIALLO, a procédé au lancement officiel de la campagne du pèlerinage 2020. C'était ce lundi matin, 10 février 2020, à la Maison du Hadj, en présence du Haut conseil islamique du Mali et des agences de voyage privées.

La cérémonie consacrée à l'événement a débuté par la lecture de quelques versets du saint Coran, par le sieur Abdourahmane Saleh MAIGA.

Après le respect de cette tradition bien établie à la Maison du Hadj, le Directeur de cette structure, en la personne du Dr Abdoul Fatah CISSE, a souhaité la bienvenue aux uns et aux autres, pour leur présence massive à ladite cérémonie.

Il a ensuite remercié le ministre des Affaires religieuses et du Culte pour la confiance placée en sa modeste personne pour diriger la Maison du Hadj.

Le DG CISSE s'est dit davantage honoré par la confiance en lui renouvelée par le ministre DIALLO, celle de transférer la responsabilité opérationnelle de la gestion du pèlerinage musulman, de A à Z, c'est-à-dire à 100%.

Il affirme mesurer la portée de cette responsabilité, en souhaitant le soutien et l'accompagnement de tous les acteurs impliqués dans l'organisation du hadj, à quelque titre que ce soit, « pour pouvoir relever ensemble ce défi commun ».

C'est d'ailleurs tout le sens de la décision de la Maison du Hadj, en accord avec le Cabinet du Ministre, d'associer les agences de voyage privées à cette cérémonie de lancement officiel de la campagne du Hadj 2020, a argumenté le DG CISSE qui a insisté sur « la



synergie d'actions pour être à hauteur de mission ».

« **Il ne s'agit pas de se regarder en chiens de faïence, ni d'être dans une quelconque posture concurrentielle entre les filières gouvernementale et privée, mais plutôt d'agir ensemble pour une même cause, celle du Mali, pour la réussite du hadj à la satisfaction et au bénéfice de tous les pèlerins maliens** », a confirmé le ministre DIALLO.

Il a saisi cette occasion pour révéler le coût du hadj 2020 pour les pèlerins de la filière gouvernementale, estimé précisément à 2, 747.815 millions de FCFA, sans le prix du passeport, ni le pécule mouton, pour environ 100

000 FCFA supplémentaires.

Cette hausse par rapport à la campagne précédente s'explique par « les taxes et autres surcoûts financiers », tant au Mali qu'en Arabie Saoudite, a justifié le ministre DIALLO, annonçant, pour l'avenir, « **le transfert de la totalité de l'opération du hadj aux agences de voyage privées** ».

« **Le Cabinet va se consacrer à sa mission essentielle de conception et de régulation du champ religieux dans son ensemble. Quant à la Maison du Hadj, elle se chargera de chapeauter tout le travail qui tourne autour du hadj. Tout cela sera soutenu par des textes qui seront élaborés dans ce sens** », a-t-il expliqué,

Le porte-parole des agences de voyage privées, M. Amadou MAIGA, s'est réjoui de ces décisions et annonces fortes, en soulignant la nécessité de « **travailler ensemble pour la réussite collective du hadj** », les dites agences étant disposées à jouer leur partition l'honneur et la dignité du pays.

A son tour, il a annoncé le prix du Hadj 2020 pour la filière privée, évalué à 2, 950. 000 FCFA. A signaler que la cérémonie a pris fin par la visite guidée des installations du Guichet unique, implantées toutes à la Maison du Hadj : passeport, RAVEC, visites médicales, services bancaires, etc.

■ Source : MARC





Conseil national du patronat du Mali: Pour la digitalisation de la carte fiscale

Le président du Conseil national du patronat du Mali a animé une conférence de presse dans ses locaux, lundi 10 février 2020. Il s'agissait pour lui de partager avec les journalistes les préoccupations du secteur privé sur un sujet d'une importance capitale : la fiscalité.

Le président du conseil national du patronat malien, Mamadou Sinsi Coulibaly, dans son exposé linaire, a égrené un chapelet de disfonctionnement dans la gouvernance du Mali. Toute chose qui constitue un frein à la volonté de booster l'économie de notre pays. Il a, par ailleurs, insisté sur la problématique de la fiscalité, l'élargissement de l'assiette, sur la question de la transparence, sur la question de la justice sociale et la nécessité d'éviter les abus de droit.

« **Le CNPM est constamment sollicité pour régler un certain nombre de contentieux fiscal. Cette sollicitation est venue de la part de presque toutes les entreprises de notre pays et des investisseurs qui veulent bien venir. Il n'y a pas un seul jour où le CNPM n'est pas sollicité pour un règlement de conflits entre les services financiers du ministère des Finances et le secteur privé. Nous avons décidé aujourd'hui de prendre le taureau**

par les cornes parce que le vendredi dernier, nous avons fait une grande réunion avec l'ensemble des entreprises, où on a parlé de pas mal de choses telles que la mutualisation des contrôles. On sent que les entreprises sont harcelées dans le contrôle. Souvent dans une année, elles peuvent recevoir 3 à 4 missions de contrôle », a-t-il déploré.

Mieux, il dira : « **Nous voulons que ce contrôle soit mutualisé et qu'il y ait une réduction de la fréquence des contrôles. La plupart des entreprises se plaignent aussi du coût de l'ITS dans notre pays. Nous demandons une baisse de 25%. Le modèle de calcul n'est plus acceptable pour les entrepreneurs et les investisseurs futurs qui veulent venir dans notre pays. Les propriétaires d'immeubles ne paient pas l'impôt dans notre pays. Il faut qu'on passe à la digitalisation de la carte fiscale** », a-t-il souhaité.

Pour Serge Lepoutier, président expert-comptable, l'impôt sur le revenu foncier pèse lourd sur les entreprises. Les propriétaires foncières ne paient pas en général d'impôt. « **Nous souhaitons également que l'assiette fiscale soit élargie. Même aller chercher des impôts sur des personnes physiques qui emploient les employés de maison. Il faut qu'on élargisse l'assiette fiscale. Nous avons constaté aussi très souvent qu'on voit une rupture systématique et abusive de la chaîne de déductibilité de la TVA. Toutes les plaintes que nous avons reçu au jour d'aujourd'hui aucune entreprise n'a été payée de ces crédits de TVA. Nous voulons que le gouvernement du Mali respecte les règles communautaires. Un accent particulier doit être mis sur la formation des inspecteurs des impôts** », a-t-il dit.

Une telle mesure est plus simple à adopter qu'une réforme qui concernerait le secteur informel. Mais elle n'élargit pas la base imposable. Les autorités maliennes auraient réaffirmé qu'elles sont déterminées à remplir les critères de convergence de l'UEMOA fixés pour 2019. Le budget 2018 visait à faire correspondre les dépenses aux ressources budgétaires, tout en protégeant les dépenses sociales et stimulant l'investissement public à moyen terme. Pour tenir ces engagements, le gouvernement du Mali doit impérativement améliorer ses recettes fiscales. Laquelle amélioration des recettes repose sur une administration fiscale animée par un nombre suffisant d'hommes et de femmes d'une technicité fiscale avérée, régulièrement formés et équipés de moyens matériels à hauteur de la mission, une législation fiscale cohérente, simplifiée et qui laisse très peu de place aux interprétations.

Le Mali n'a pas à mobiliser beaucoup de ressources pour faire une réforme fiscale en profondeur ; des pays comme le Burkina Faso, le Sénégal et la Côte d'Ivoire l'ont déjà faite à notre place. Il suffit de créer un comité de mise à niveau de la législation malienne qui pourrait s'inspirer de la législation des pays ci-dessous mentionnés. En moins de 6 mois nous pourrions disposer d'un code général des impôts à jour, par rapport à nos voisins.

■ **Ibrahim Sanogo**

Diéma, Région de Kayes : Deux djihadistes tués

Les forces obscurantistes ont attaqué la brigade territoriale de Diéma, dans la nuit du lundi 10 février 2020. Bilan 2 terroristes ont été par les gendarmes qui ont donné une leçon aux groupes qui sèment la terreur et la désolation.

Le Commandant de la Brigade Territoriale, le Major Abdoulaye DISSA, que nous avons rencontré, ne s'est pas fait prier pour nous donner des détails sur les circonstances de cette attaque barbare perpétrée contre ses éléments. « Vers 4 heures du matin, explique le CB, encore sous le choc, les tirs ont retenti. Auparavant, le Maire de la commune rurale de Dioumara-koussata, Fodé TRAORE, informé lui-même par les populations de Ballabougou, un village de sa commune, m'a appelé pour me signaler la présence des individus suspects, enturbannés (une vingtaine), à bord d'un véhicule et des motos. Vers 22 heures, j'ai alerté les différentes positions afin de renforcer la surveillance dans la ville ». Il poursuit : « arrivés à Torodo, situé à mi-chemin entre Dioumara et Diéma à 35km, les

djihadistes ont éteint les phares de leurs engins pour stationner. Les renseignements qui me sont parvenus ont fait savoir que le fil s'est ensuite ébranlé en direction de Namabougou, un autre village. Quand ils sont rentrés à Diéma, ils se sont dirigés à pieds vers la BT du côté Est pour commettre leurs forfaits ». Selon toujours le CB de la brigade territoriale de Diéma, « ils ont lancé une roquette pour tenter de bousiller la sentinelle postée auprès du mur. Des éléments se trouvaient dans les locaux, d'autres dans la cour. C'est en ce moment qu'on m'a téléphoné pour me dire que la BT est sous le feu. Mes éléments ont riposté sérieusement. Le combat a duré plusieurs heures (de 04h à 06h). Le bilan porte sur 2 djihadistes tués, 1 gendarme mort. On note 2 gendarmes blessés dont 1 dans un état grave.

Le gendarme gravement atteint a été transporté d'urgence à Bamako pour recevoir des soins. Dans leur combat, les éléments de la BT ont reçu le soutien du renfort militaire présent dans la zone depuis deux semaines ».

Le CB a lancé un appel pressant à l'endroit des populations du cercle de Diéma afin qu'elles renforcent davantage la collaboration qui existe déjà entre elles et les forces de sécurité dont le rôle primordial, a-t-il souligné, est la sécurisation des personnes et leurs biens, ainsi que la défense de l'intégrité territoriale. Dès l'annonce de la triste nouvelle, le Préfet Abou DIARRA, à la tête d'une délégation composée du deuxième Adjoint au Préfet Bakary Dioman DIAKITE, du Président du Conseil de cercle Makan KOMA, du Maire de la commune rurale de Diéma, Abdoulaye SISSAKO, s'est rendu sur le lieu du sinistre pour constater, de visu, les dégâts et présenter des condoléances à nos vaillants combattants pour ceux qui ont perdu la vie. Le Préfet Abou DIARRA a souhaité que les effectifs de la BT soient multipliés et que l'Etat mette à leur disposition des matériels qu'il faut, pour accomplir leurs missions régaliennes.

■ Ibrahim Sanogo



Grève des enseignants : Quand le gouvernement Boubou Cissé fait de la diversion

Le Premier ministre Dr Boubou Cissé et le ministre de la Fonction publique, M. Oumar Hamadoun Dicko ne parlent pas le même langage en ce qui concerne l'incidence financière de l'augmentation de 20% réclamée par les syndicats d'enseignants signataires du 15 octobre 2016. Le premier, Dr Boubou Cissé, parle de 52 milliards de F CFA et le second, le ministre du Dialogue social, du Travail et de la Fonction publique, M. Oumar Hamadoun Dicko, avance le chiffre de 58 milliards de F CFA.

Pour moi, la vérité n'a pas été dite au peuple malien. En fait, depuis les négociations sur l'adoption d'un statut particulier pour l'enseignement secondaire sous le gouvernement Abdoulaye Idrissa Maïga, D. Boubou Cissé, ministre des Finances d'alors, n'était pas d'accord avec le Premier ministre M. Maïga et son mi-

nistre de l'Education nationale, M. Housseini Amion Guindo à l'époque des faits. Il faut voir les conditions dans lesquelles le dossier a été transmis à l'Assemblée nationale du Mali pour l'approbation des députés. Le Premier ministre Maïga et son ministre de l'Education nationale avaient chacun en ce qui le concerne un agenda politique pour l'élection présidentielle de juillet 2018. Un membre de la commission de conciliation en savait beaucoup. Je ne crois pas aussi que cette incidence financière puisse atteindre les milliards dont parlent le Premier ministre et son ministre du Dialogue social, du Travail et de la Fonction publique. Il y a des enseignants de 3ème, 2ème, 1ère classes et la classe E. L'incidence est surtout ressentie chez les agents de fin de classe exceptionnelle.

Le gouvernement Dr Boubou Cissé n'a pas tenu

l'engagement de l'esprit du gouvernement Soumeylou Boubèye Maïga qui avait entrepris en son temps de convoquer toute la société civile et les différents syndicats nationaux pour faire une augmentation générale à tous les agents de l'Etat du Mali avec un chronogramme bien suivi. L'Union nationale des travailleurs du Mali (UNTM) n'était pas d'accord sur ce principe et elle a dit clairement qu'elle ne participera pas à ce panel dont la date a été annoncée. Elle a dit que le salaire des travailleurs de l'Etat n'est pas quelque chose à discuter sur la place publique. Elle a déclenché une grève générale dont la suite a été l'accord entre elle et le gouvernement dirigé par Soumeylou B. Maïga pour une augmentation de 20% qui va des périodes 2020 et 2021. M. le Premier ministre Soumeylou B. Maïga a été muet sur la requête des syndicats qui disposent des statuts particuliers jusqu'à son départ de la tête du gouvernement du Mali le 19 avril 2019.

Pour le gouvernement, ces syndicats ne sont pas concernés. Et pourquoi maintenant il vient de reconnaître «la légalité et la légitimité des revendications des syndicats des enseignants... » ?

Les Maliens doivent comprendre que Dr Boubou Cissé est toujours dans ces bottes de l'année où il s'était opposé à ce statut de l'enseignement secondaire. Il fait de la sub-



version avec son ministre Oumar Hamadou Dicko et le ministre de la Communication, chargé des Relations avec les institutions, porte-parole du gouvernement, M. Yaya Sangaré. Dr Boubou dit qu'il est enseignant et fils d'enseignant. Son père a été un vrai enseignant de son vivant. Mais lui, il est enseignant dans quelle école supérieure ? Nous avons besoin de son emploi du temps. Ce monsieur ne dit pas la vérité au peuple malien.

Ceux qui demandent une trêve pour une question de sécurité nationale ne savent pas que le Mali est en insécurité depuis juin 1990 date à laquelle les groupes unifiés de l'Azawad ont déclenché la deuxième rébellion au Mali par l'attaque de la ville de Ménaka ? Ils ont oublié que le Mali était en guerre pendant tous les mandats des présidents Alpha Oumar Konaré et d'ATT ? Les différentes attaques du groupe d'Ibrahim Ag Bahanga sous le président Alpha Oumar Konaré et ATT, la chute du Nord en 2012 sous ATT par la coalition MNLA-MUJAO-Ansardine-AQMI-Bokoharam, etc. Le Mali est en guerre totale depuis Konna 2013. Les Maliens ont su que leur armée était en état de décrépitude depuis plusieurs années. Les Maliens ont oublié que sous la transition du Pr Dioncounda Traoré que l'Assemblée nationale a voté un budget pour payer des équipements militaires à notre armée dont un radar pour

l'armée de l'air. Pourquoi ceux qui demandent la trêve aujourd'hui ne l'avaient pas demandé à l'UNTM en 2019 ? Ces Maliens-là sont vraiment amnésiques. Comment l'ancien Premier ministre Soumeylou Boubeye Maïga avait pris l'initiative de faire une augmentation générale pour tous les travailleurs et les autres travailleurs sont écartés ? A l'époque, le gouvernement Boubeye a dit aux magistrats en grève d'attendre car une augmentation générale est prévue et leur situation sera prise en compte. Combien d'institutions budgétivores ont été créées par le président IBK dont le cas du professeur Dioncounda Traoré, nommé comme Haut Représentant du chef de l'Etat pour le Centre. Le président IBK avait donné ordre au Dr Boubou de régler tous les problèmes des enseignants. C'était lors de la journée de l'enseignant organisée à Koulouba le 5 octobre 2019. Dr Boubou Cissé a autres choses dans sa tête. Moi, je n'ai pas même confiance à la réalisation de la construction de la route Sévaré-Gao dont il vient de poser la première pierre la semaine passée à Gao. Il ne faut pas que les gens de Gao soient trop crédules ; cet homme ne m'inspire pas confiance. Observons avec vigilance le président François Mitterrand lorsqu'il disait « Lorsqu'une zone d'ombre échappe au regard du peuple, il n'y a pas de République ».

En conclusion, c'est un complot général contre les enseignants, complot qui a ses racines depuis le 19 novembre 1968, date à laquelle le CMLN (« Comité militaire de liquidation nationale » d'après feu Amadou Seydou Traoré) a pris le pouvoir. Ce message de dénigrement des enseignants a été véhiculé dans l'administration générale du Mali. Un médecin malien en fonction à Dioïla en 2000 est parti jusqu'à dire que « mêmes les enseignants ont un statut particulier ». Il a oublié que sans l'enseignant, il ne sera jamais médecin. Mais les agents de l'Etat du Mali doivent réclamer leurs droits mais ils doivent aussi travailler très honnêtement. C'est ce qui manque à la majorité des agents de l'Etat et à tous les niveaux. Ils réclament quotidiennement de l'argent mais ils ne travaillent pas. Avant les enseignants ne volaient pas mais maintenant qu'ils ont intégré le système mafieux, tout le monde crie.

Le gouvernement du Mali doit appliquer à la lettre l'article 39 du statut général de l'enseignement secondaire.

Maliens, arrêtons les mauvaises pratiques pour que notre pays avance dans l'intérêt de tout le monde !

■ **Brin COULIBALY**

SAER EMPLOI
SOCIÉTÉ AFRICAINE D'ÉTUDES ET DE RÉALISATIONS

GESTION DES RESSOURCES HUMAINES

Leader des services de Gestion des Ressources Humaines et Paie en Afrique de l'Ouest



FDP-MALIKURA : Une nouvelle force politique en gestation

La clôture du premier Congrès ordinaire du Parti Forces Démocratiques pour la Prospérité (FDP-MALIKURA) s'est tenu, samedi dernier, au CICB, en présence du ministre chargé des Réformes institutionnelles et des Relations avec la Société civile, Amadou Thiam, sous le thème de La Paix, la Sécurité et la Cohésion sociale au Mali. A ses côtés, on notait la présence de l'Ancien Chef de l'Etat, Pr Dioncounda Traoré.

Ce nouveau parti s'engage à promouvoir les talents de jeunes afin qu'ils puissent avoir un poste nominatif et électif en faisant campagne avec et pour la Force Démocratique pour la Prospérité. Sa devise est travail-liberté-prospérité. Son emblème est composé par deux mains ouvertes qui supportent la carte du Mali. « Cela symbolise un Mali émergent et renaissant que nous soutenons avec patriotisme et engagement. Le blanc est la transparence. Le bleu est l'eau qui est source de vie. Le jaune représente l'or et la prospérité et le vert est la verdure ».

A l'aube d'une renaissance, le parti FDP-MALIKURA est déterminée à réinventer l'avenir de notre pays, en mettant la morale et l'éthique à chaque initiative, a affirmé le président du parti, Amadou Thiam.

A cet effet, le président Thiam veut faire de la FDP-MALIKURA une référence, par le maillage

territorial, mais aussi la présence au niveau de toutes les institutions ainsi que toutes les entités politiques et administratives de la gouvernance.

Au cours de son intervention, il a rappelé que notre pays est à un tournant difficile et décisif de son évolution. La guerre asymétrique qui nous est imposée par les extrémistes violents, dans la bande sahélo-saharienne, a provoqué une fragilisation de l'Etat dans sa volonté de garantir l'Etat de droit et un développement économique sur son territoire.

« Nous voulons conjuguer nos efforts et n'épargner aucune de nos énergies dans notre lutte constante pour un Mali encore plus prospère et réconcilié », a-t-il estimé.

Par la même occasion, les groupements des partis politiques ont salué l'initiative du ministre Amadou Thiam, pour la création de la FDP-MALIKURA et son leadership. En outre, ils ont

félicité les membres du nouveau bureau qui ont travaillé d'arrache-pied pour la réalisation de ce congrès.

« Tout au long de la phase de préparation, nous avons noté avec bonheur la vigueur et la détermination des jeunes du parti pour apporter la solution aux angoisses de nos préoccupations », a dit le président de la Commission d'organisation, Hamadi Traoré.

Quant à la porte-parole des femmes, Mme Diarra Mariama Sidibé, elle a salué l'initiative de la FDP qui a mis les femmes au cœur de ses préoccupations. Pour elle, ce congrès a pris des résolutions fortes relatives à la situation sécuritaire de notre pays et à l'épanouissement de la femme.

Au terme de deux jours de travaux, le parti FDP-MALIKURA est parvenu à mettre en place un bureau dont les membres ont été présentés aux militants.

La cérémonie a enregistré la présence massive de plusieurs présidents et représentants des partis politiques, des partenaires techniques et financiers, des représentants administratifs et d'institutions de la République, des notabilités coutumières et religieuses, des organismes de coopération, des Corps diplomatiques accrédités au Mali et les organisations de la Société civile.

■ Ibrahim Sanogo

Dr Lamine KEITA, économiste, sur le changement de monnaie : L'éco est souhaité pour approfondir l'intégration des pays concernés

Le changement de monnaie dans la zone CEDEAO est sur toutes les lèvres. Dr Lamine Keita nous explique en détail l'importance d'une indépendance économique, les enjeux et les perspectives. Interview

Pourquoi la monnaie est-elle importante dans l'économie ?

Dr Lamine Keita : Avant de voir son importance dans l'économie, qu'est-ce que la monnaie ? En effet, la monnaie est sujette à beaucoup de controverses entre les spécialistes de l'économie : inutile selon certains, la monnaie est un voile que l'on peut enlever pour voir l'essentiel qui se situe ailleurs dans le secteur réel de l'économie, pour d'autres, la monnaie est essentielle dans l'économie comme le sang dans le corps humain.

En réalité, la monnaie qui reste encore inconnue des spécialistes en économie, objet de fantasmes, de tous les excès et enjeux, représente l'instrument de mesure en économie, comme le thermomètre l'est pour la thermodynamique. Pour ce faire, elle doit faire l'objet d'un usage précis pour une finalité précise, celle d'assurer la juste mesure des biens et services entre les coéchangistes, comme le thermomètre établit, de façon définitive et sans appel, la température d'un mélange soumis à observation.

Pourquoi la souveraineté monétaire est-elle un préalable au développement économique ?

Dr L. K : Cette idée de souveraineté fait partie de ces affirmations appuyant l'importance de la monnaie tout en oubliant que beaucoup de pays puissants à travers le monde l'auront abandonnée pour confier à une instance régionale indépendante la gestion de leur monnaie : il en est ainsi des pays membres de l'euro qui ont peur d'élargir davantage leur union, quand, des pays membres battent de l'aile dans l'espoir d'être poussés dehors. Par ailleurs, les pays

africains de la zone franc utilisent une monnaie qu'ils achètent à la France et cela depuis plus de soixante ans et dont les conditions d'achat viennent d'être allégées par le Président français qui n'exigerait plus que la moitié des devises de ces pays soit déposée au Trésor français. Il est donc évident que cette souveraineté n'est ni nécessaire ni suffisante pour le développement économique. Malgré cela, voici une fausse idée qui garde la vie dure devant elle.

L'éco CEDEAO est-elle une bonne monnaie pour le développement de la zone ?

Dr L. K : Cet éco est souhaité pour approfondir l'intégration des pays concernés et est entouré de bonnes intentions. Cependant, dans l'ignorance de ce qu'il représente comme instrument de mesure, cet éco qui se veut différent du FCFA, qui reste mal connu, est appelé à être une monnaie sans support comme pour faire la différence avec ce FCFA. Ce faisant, sans le savoir, la CEDEAO va proposer un éco qui représentera un instrument de mesure dont on aura oublié de fixer la dimension, ainsi qu'on le ferait pour mettre en place une unité de mesure qui s'appellerait mètre, mais qui n'aura pas été définie dans une matière donnée. Donc, l'éco CEDEAO sera un instrument moins bon que le FCFA qui dispose d'un support qui lui sert de définition. De plus, cet éco, qui sera dangereux pour la population, va être régulièrement déprécié sur les marchés et entraîner une inflation appauvrissante dans les pays. Cet éco CEDEAO va faire regretter l'ère du FCFA, pourtant aujourd'hui décrié.



Pourquoi l'éco Macron demeure une entrave au développement des pays de l'UEMOA ?

Dr L. K : En réalité, l'éco Macron n'est pas différent du FCFA actuel. Cependant, la France, à travers cet éco Ouattara-Macron, en allégeant la souffrance des pays utilisateurs du FCFA par le renoncement au dépôt de la moitié des réserves de change des pays de l'UEMOA, permettra à la BCEAO de disposer désormais de plus de ressources pour la gestion de l'économie de ces pays, sans oublier que la France se retire des instances de décision au niveau de la BCEAO. En revanche, historiquement, il convient de savoir que ce FCFA n'est que la réplique de l'écu, la seconde monnaie du Roi au moyen-âge français, qui était soumis à la manipulation frauduleuse pour extirper l'argent de la population au profit du Roi. Ce dispositif d'extorsion a été supprimé par le décret du 18 germinal an III (7 avril 1795), lorsque le Franc, doté du décime et du centime, a été substitué à la Livre, faisant ainsi disparaître l'écu ainsi que la manipulation frauduleuse à laquelle il était soumis. Malheureusement, 150 ans après, en 1945, l'écu a été créé à nouveau sous le nom de FCFA et placé dans les colonies, et plus tard reconduit dans les pays indépendants issus de ces colonies. Donc, un tel FCFA, ou un tel Eco Ouattara-Macron, étant cette unité monétaire hybride comme l'écu, susceptible de subir ces manipulations frauduleuses aux conséquences appauvrissantes pour la population utilisatrice, ne peut servir le développement.

■ **Propos recueillis par Ibrahim Sanogo**

Sommet de l'UA à Addis Abeba : Première réunion du conseil des pairs pour la culture



En sa qualité de champion de l'Union africaine pour les arts, la culture et le patrimoine, le président de la République a pris l'initiative de cet organe innovant appelé à promouvoir les diversités culturelles des différents pays africains

Le président de la République, désigné l'année dernière par ses pairs Champion de l'Union africaine pour les arts, la culture et le patrimoine, a présidé, hier, la toute première réunion du Conseil des pairs de cet organe innovant de l'organisation panafricaine. Ibrahim Boubacar Keïta était, à cette occasion, entouré de ses homologues de la Guinée, Alpha Condé, de la République du Congo, Denis Sassou-Nguesso, du Cap-Vert, Jorge Carlos Fonseca et de l'Éthiopie, Sahle-Work Zewde.

Initié par le président Keïta en sa qualité de Champion de l'Union africaine pour les arts, la culture et le patrimoine, le Conseil des pairs est appelé à promouvoir les diversités culturelles des différents pays africains. Ibrahim Boubacar Keïta a profité de cette réunion inaugurale pour recueillir les suggestions des pays, annoncer la constitution du nouvel organe et proposer à l'Assemblée générale d'adopter 2021

comme l'année des arts, de la culture et du patrimoine. Eu égard au potentiel économique de la culture, son aspect fédérateur des peuples pour mettre fin au radicalisme, aux conflits communautaires, en tenant compte de l'apport de la diaspora et de la jeunesse. «Une étude intitulée 'La Culture dans le Monde' établit que les secteurs de la culture et de la création ont généré 2.250 milliards de dollars de revenus en 2017, soit 3% du PIB mondial», a justifié le président de la République.

Le chef de l'État et d'autres personnalités lors des travaux de la réunion

PLAIDOYER- Pour profiter de ce potentiel, il faudrait combattre les clichés et les confusions que l'on s'évertue à créer autour de la culture. «Il est d'autant plus important de mener ce combat que derrière ces dichotomies et ces oppositions se cachent une hiérarchisation des expressions culturelles et une propension à reléguer au rang de folklore nos expressions culturelles propres», a relevé le président Keïta. Pour réussir sa mission consistant à «créer,

dans les différentes régions et sur tout le continent, les conditions politiques d'une valorisation/revalorisation accrue de nos arts, de nos cultures et de nos patrimoines», Ibrahim Boubacar Keïta a informé ses pairs qu'il leur enverra des émissaires dans les semaines à venir aux fins de délimiter de manière aussi fine que possible le périmètre dans lequel les experts devront travailler ainsi que les modalités opérationnelles les plus appropriées pour formuler et mettre en œuvre ce que l'on pourrait appeler un programme continental prioritaire et des déclinaisons régionales. À la fin de la rencontre qui s'est tenue à huis-clos, la ministre de la Culture a déclaré que les chefs d'État participants ont accueilli favorablement l'initiative du président Keïta. Le but final de l'initiative est de faire de la culture un outil au service de la paix, du vivre ensemble, du progrès économique et social, a indiqué Mme N'diaye Ramatoulaye Diallo.

Dans l'après-midi de cette journée très chargée, le président Ibrahim Boubacar Keïta a participé aussi à une rencontre de plaidoyer pour le Fonds du patrimoine mondial africain (AWHF). Il était, à cette occasion, entouré de plusieurs autres chefs d'État, notamment le président sénégalais, Macky Sall.

L'on se rappelle qu'en février 2019, lors de l'Assemblée de l'Union africaine, Ibrahim Boubacar Keïta a été nommé champion de l'UA pour les arts, la culture et le patrimoine.

Le conseil d'administration du l'AWHF a alors demandé au président malien de soutenir son programme de mobilisation de ressources pour poursuivre le travail d'identification, de protection et de promotion du patrimoine exceptionnel de l'Afrique. C'est dans ce cadre que s'est tenue cette rencontre, à l'allure de déjeuner, offrant ainsi l'occasion aux chefs d'État et de gouvernement qui le souhaitaient, d'annoncer leur contribution au Fonds. Le président sénégalais a promis son soutien au fonds et à toutes les initiatives du Champion de la culture.

L'AWHF s'est fixé comme objectif de collecter plus de 12,5 milliards de FCFA. Depuis 2007, date à laquelle il a lancé ses programmes, 30 pays (dont 20 africains) ont fourni un soutien financier s'élevant à environ 8,5 milliards de FCFA, dont 30% investis dans le Fonds de dotation.

■ **Cheick M. TRAORÉ**

Paix et lutte contre l'impunité : Les habitants de la région de Kidal et la MINUSMA échangent

Du 21 au 23 janvier dernier, la Section des Affaires judiciaires et pénitentiaires (SAJP) du Bureau régional de la MINUSMA à Kidal a organisé une série de séances de sensibilisation sur le thème : « la lutte contre l'impunité comme vecteur de paix et de réconciliation » dans les localités de Kidal, d'Aguelhok et de Tessalit. À Aguelhok, Tessalit et dans la ville de Kidal, la SAJP a ainsi animé des séances d'information et de sensibilisation sur la lutte contre l'impunité comme vecteur de paix et de réconciliation. Près de 420 personnes y ont pris part. L'objectif était de raffermir les liens de confiance entre la population et la justice et par là-même, favoriser un accès effectif aux institutions judiciaires et pénitentiaires et contribuer ainsi à l'extension de l'autorité de l'Etat et l'Etat de droit. Le Président de la société civile d'Aguelhok, Ahmed Ben Mohamed, s'est réjoui de cette initiative car pour lui : « la paix durable et la réconciliation passent forcément par la justice ; donc faciliter aux citoyens l'accès à la justice, c'est aussi contribuer au retour de l'autorité judiciaire. »

Le premier objectif de ces activités est d'informer « les participants à mieux comprendre l'organisation, le fonctionnement et le mode de

saisine des différentes juridictions nationales, sous régionale et internationales ainsi que les mécanismes ad-hoc prévus dans l'Accord pour la Paix et la Réconciliation au Mali. Il s'agit notamment la Commission Vérité Justice et Réconciliation et la commission d'enquête internationale », a expliqué Agaicha Wallet Ahmadou Dicko de la Section. Le second objectif « était de permettre un échange fructueux avec les participants sur l'importance d'aller vers ces mécanismes qui luttent contre l'impunité et promouvoir une paix durable », a-t-elle ajouté. L'argument est partagé par le Chef par intérim de l'équipe régionale de la SAJP à Kidal David Lankoandé : « La Section appui la promotion du renforcement de la capacité des acteurs de la justice, et de la complémentarité entre la justice formelle et la justice traditionnelle, de manière à tenir compte des spécificités culturelles, religieuses et coutumières est aussi une préoccupation pour la section tout en respectant l'Etat de droit et la protection des droits de l'homme ».

Quel lien avec le Mandat de la MINUSMA au Mali ?

La lutte contre l'impunité est au cœur du mandat de la MINUSMA. L'instauration d'une paix durable et le retour de la sécurité dans les régions du Nord et du Centre du pays, impliquent nécessairement que les auteurs de crimes impliquant des violations graves des droits de l'homme et du droit international humanitaire, répondent de leurs actes devant la justice.

C'est dans ce contexte que la MINUSMA appuie la mise en œuvre des mesures de réconciliation et de justice énoncées dans l'Accord pour la Paix et la Réconciliation au Mali, en particulier en son titre V. La MINUSMA vise par ailleurs l'optimisation d'une complémentarité constructive entre les mécanismes de justice formelle et ceux de la justice traditionnelle. Cela servira à prévenir ou circonscrire l'émergence des conflits pouvant survenir entre ou parmi les communautés et, favorisera également le renforcement de la confiance entre la population et la justice dans son ensemble.

Ces sessions d'information auront permis d'établir la relation de cause à effet qui existe entre une lutte efficace contre l'impunité et l'instauration d'une paix durable.



An Bé Gnogon Bolo
On est ensemble

Malitel
Proche de vous



**REJOIGNEZ LE 1^{ER} OPÉRATEUR GLOBAL
DES TÉLÉCOMMUNICATIONS AU MALI.**

Malitel votre réseau favori

service client : 6700 
www.malitel.ml 
www.facebook.com/malitel.official 

Circulation de Bamako : À quoi servent les échangeurs-piétons ?

Is visent à sécuriser les piétons sur certaines voies comme nous avons pu le constater au Dibida, sur la route de l'aéroport au niveau du quartier mali et en face de la gare routière. Cependant, cette solution pour sécuriser les piétons remporte peu de succès car les piétons préfèrent traverser ces dites autoroutes sous le klaxon. Certains observateurs s'accordent à dire que la non-utilisation de ces installations s'explique par l'incivisme de certains piétons.

La construction de ses échangeurs-piétons ont pour objectif essentiel de sécuriser les usagers de la route à pieds en général et de mettre à disposition des populations de la capitale des ouvrages modernes permettant l'amélioration du cadre de vie.

Cette alternative proposée aux usagers à pieds ne leur enchante pas tellement. C'est pourquoi, il n'est pas rare de voir des piétons se déambuler parmi les véhicules au risque d'être renversés par un conducteur imprudent.

Les quelques piétons que nous avons rencontrés expliquent cet état de fait par le manque de sécurité sur cette bâtisse.

Certains argumentent que ces installations sont devenues des habitations pour les bandits. Dans le but de réduire considérablement les accidents dans la capitale, les autorités politiques ont construits des passages pour piétons. Au Mali, la forte croissance démographique, l'urbanisation galopante et l'accroissement spectaculaire des moyens de transport individuels a eu pour effet, ces dernières années, l'augmentation des accidents de la route. A ces éléments s'ajoute une prolifération des engins à deux et tricycles ne respectant aucune règle élémentaire de la sécurité, toute chose ayant comme corollaire la survenance de graves accidents de la route impliquant en majorité les jeunes actifs (18 à 30 ans). Le District de Bamako, étant le pôle de développement économique majeur du Mali avec 60 % du potentiel industriel et plus de 60 % de l'activité économique formelle, concentre la majorité des véhicules motorisés du pays.



Si le développement de la motorisation et de la mobilité individuelle procurent des avantages importants aux populations, il entraîne des conséquences négatives en termes sanitaires, humains et économiques à cause des accidents de la circulation et son lot de victimes (blessés et morts) et de dommages matériels car, on a assisté à un accroissement spectaculaire de la motorisation consécutive à l'importation des véhicules d'occasion. Ce phénomène « d'individualisation de la mobilité urbaine » s'est amplifié durant les années 2000 avec le développement du marché des motos d'origine chinoise, communément appelés « Djakarta ». Dans le cas spécifique du District de Bamako, l'analyse des statistiques disponibles fait ressortir que le District enregistre à lui seul, plus de la moitié des victimes d'accidents survenus sur le territoire national faisant, du coup, des accidents de la route la première cause d'engorgement des services d'urgence des hôpitaux. Le système de transports routiers se compose de trois éléments qui interagissent entre eux : la route et son environnement, la circulation et les véhicules qui en font partie et enfin les usagers, occupants de véhicules ou piétons. Prévenir les accidents de la route, c'est donc corriger les dysfonctionnements détectés dans le système ou encore éviter que de tels défauts n'apparaissent lorsque l'on construit ou que l'on amé-

liore une infrastructure ou son usage.

Les politiques de sécurité routière sont donc complexes, pluridisciplinaires et multisectorielles. La sécurité et la santé des citoyens étant des droits fondamentaux et, par conséquent, une responsabilité que tout gouvernement démocratique se doit d'assumer. Si les acteurs impliqués appartiennent essentiellement aux diverses institutions gouvernementales, nationales ou locales, qui peuvent jouer un rôle effectif dans la prévention des accidents et la prise en charge des victimes, les organisations citoyennes et non-gouvernementales peuvent également participer activement à l'action préventive et parfois même en prendre l'initiative. En effet, le fait que les accidents de la route ont des effets induits sur les revenus, la santé et le bien être des ménages, ils deviennent également un problème sociétal qui entre dans le champ d'action de la société civile. Malgré la création de l'ANASER (Agence nationale de la sécurité routière) en 2009 par le Gouvernement du Mali, la courbe des accidents de la circulation dans le District de Bamako demeure ascendante.. Cette initiative rentre en droite ligne dans les actions entreprises par le Gouvernement du Mali sous le mandat d'Amadou Toumani Touré.

■ Mahamadou YATTARA

Addis-Abeba : L'Union africaine veut "faire taire les armes"



SOMMET. Sept ans après s'être promis de « mettre un terme à toutes les guerres en Afrique en 2020 », l'UA cherche toujours la meilleure formule pour la paix.

Le 33e sommet des chefs d'État de l'Union africaine s'est fixé comme thème « Faire taire les armes ».

Alors que, selon ses propres termes « les armes sont de plus en plus bruyantes », l'Union africaine a choisi comme thème de son sommet annuel à Addis-Abeba, étalé sur deux jours, dimanche et lundi, de « faire taire les armes ». Des progrès ont certes été enregistrés dernièrement en Centrafrique ou au Soudan, mais, du Cameroun au Mozambique, de nouvelles crises sont venues s'ajouter à celles qui déchirent déjà des pays comme la Libye ou le Soudan du Sud. S'adressant jeudi aux ministres africains des Affaires étrangères, le président de la Commission de l'UA, Moussa Faki, a dressé un portrait peu flatteur de la situation du continent, du Sahel à la Somalie, assurant que l'objectif manqué de 2020 révélait « la complexité de la problématique sécuritaire en Afrique ».

La sécurité, un chantier qui reste entier

Dans un éditorial publié cette semaine dans le journal sud-africain Mail & Guardian, Solomon Dersso, chef de l'organe de l'UA chargé des droits de l'homme, a indiqué que la situation sur le terrain était comme « un pied de nez au thème de l'année ». Le président sud-africain Cyril Ramaphosa, qui succède à l'Égyptien Abdel Fattah al-Sissi à la tête de l'UA dans le cadre de la présidence tournante, semble conscient que la tâche s'annonce difficile. Dans un discours fin janvier, il a rappelé que les conflits « continuent de limiter le développement de l'Afrique », estimant que les objectifs d'intégration économique et de lutte contre les violences faites aux femmes « passent par la promotion d'une Afrique sûre et en paix ». D'autres insistent sur la nécessité de s'attaquer aux causes profondes des conflits. « Si on veut régler ce problème, on parle de défis socio-économiques profonds, on parle de défis politiques en plus de défis sécuritaires », a soutenu Oussama Abdelkhalek, ambassadeur d'Égypte auprès de l'UA.

Pourtant, l'UA est divisée sur la question libyenne

Voilà qui conduit l'organisation panafricaine à souhaiter s'affirmer sur plusieurs dossiers et tente notamment de peser plus dans la résolution du conflit en Libye, pays plongé dans le

chaos depuis 2011. En amont d'une conférence à Berlin en janvier, une porte-parole de M. Faki s'était plainte du fait que l'UA avait « systématiquement été ignorée » sur le dossier libyen, géré principalement par l'ONU. Mais les efforts de l'UA concernant la Libye ont été minés par ses propres dissensions internes remontant à 2011, lorsque les membres africains du Conseil de sécurité de l'ONU avaient approuvé une intervention militaire alors que le Conseil de paix et de sécurité de l'UA s'y opposait. Une source nigérienne a expliqué récemment que l'UA était « divisée », soulignant, par exemple, que l'Égypte – un poids lourd du continent et soutien du maréchal Haftar, l'homme fort de l'Est libyen – « ne veut pas que l'UA se charge de ce dossier ». Pour expliquer le manque de poids de l'UA dans ce dossier, Shewit Woldemichael, un chercheur de l'Institute for Security Studies, note par ailleurs que « la crise en Libye [...] a été présentée comme une crise qui se déroule aux portes de l'Europe, et qui nécessite une réponse directe des pays européens ».

Il y a le Soudan du Sud aussi

L'autre conflit auquel Cyril Ramaphosa entend s'atteler est celui au Soudan du Sud. Un accord de paix a été conclu en 2018, sous l'égide de l'organisation est-africaine Igad, mais la formation d'un gouvernement d'union nationale ne cesse d'être reportée. Le week-end dernier, le président sud-soudanais, Salva Kiir, a rencontré M. Ramaphosa en Afrique du Sud alors que le vice-président sud-africain, David Mabuza, joue un rôle actif dans les négociations sur la formation du gouvernement. « C'est une opportunité pour M. Ramaphosa de démontrer son intérêt à s'atteler à ces questions, au-delà de la rhétorique de ses déclarations publiques », estime Piers Pigou, consultant pour l'Afrique australe pour le groupe de réflexion International Crisis Group (ICG). La présidence de l'UA coïncide pour l'Afrique du Sud avec un siège temporaire au Conseil de sécurité de l'ONU, lui donnant la possibilité de faire entendre la voix du continent sur la scène mondiale. Dans un rapport publié vendredi, l'ICG estime que M. Ramaphosa pourrait devoir jongler avec les sensibilités de dirigeants africains, qui « semblent de nos jours plus réticents aux promesses de paix collectives ».

Sommet de l'Union africaine : L'Algérie et le Maroc s'opposent à nouveau sur le Sahara occidental

La résolution du conflit du Sahara occidental a été au cœur du sommet de l'Union africaine à Addis-Abeba où Alger a «déploré» le retard accusé dans la résolution de ce problème, alors que Rabat a rappelé la primauté du rôle de l'Onu sur la question. Dans son allocution à l'ouverture du 33e sommet des chefs d'État membres de l'Union africaine (UA) dimanche 9 février à Addis-Abeba, en Éthiopie, le Président algérien Abdelmadjid Tebboune a «déploré le fait que la question du Sahara occidental n'ait toujours pas trouvé de règlement», a rapporté l'agence officielle Algérie Presse Service (APS). De son côté, le ministre marocain des Affaires étrangères, Nasser Bourita, a réaffirmé la position de son pays selon laquelle l'Onu prévaut pour la résolution du conflit du Sahara occidental, selon l'agence Maghreb Arabe Presse (MAP).

«Depuis de longues années, l'Organisation des Nations unies et le Conseil de sécurité, appuyés par notre organisation continentale [l'UA, ndlr], s'emploient à la mise en œuvre du plan de règlement de la question du Sahara occidental basé sur le droit inaliénable du peuple sahraoui à l'autodétermination», a déclaré le Président algérien. Il a dans le même

sens réaffirmé l'attachement de l'Algérie au «caractère immuable de la position africaine en faveur de la juste cause sahraouie et du parachèvement du processus de décolonisation en Afrique loin de toute manœuvre de tergiversation et de la politique du statu quo». Israël a-t-il proposé au Maroc un «accord» sur le Sahara occidental pour normaliser leurs relations?

Tout en annonçant que le conflit du Sahara occidental est «la seule question de décolonisation en suspens en Afrique», le chef de l'État algérien a mis l'accent sur l'urgence d'une «solution qui garantisse le droit inaliénable du peuple sahraoui à l'autodétermination, à travers l'organisation d'un référendum libre et régulier conformément aux résolutions pertinentes de l'UA et de l'Onu».

Le Maroc réaffirme sa position quant au rôle de l'Onu

Pour sa part, le ministre marocain des Affaires étrangères Nasser Bourita a réitéré la primauté de l'Onu pour trouver une solution à la question du Sahara occidental, indique la MAP. Ainsi, il a affirmé que la position était claire

depuis le départ, «à savoir que la question du Sahara marocain [occidental, ndlr] est entre les mains des Nations unies, qui demeure l'unique cadre pour trouver une solution à ce conflit conformément à la légalité internationale».

Sahara occidental

Algérie-Maroc: Alger exprime sa colère après l'ouverture des consulats de deux pays africains au Sahara occidental

Dans ce sens, le chef de la diplomatie marocaine a relevé le fait que «le Président de la Commission de l'UA, Moussa Faki Mahamat, a confirmé, lors de la séance d'ouverture de ce sommet, l'exclusivité de l'Onu dans la résolution» du problème.

L'Union africaine

Dans son discours d'ouverture, M. Moussa Faki a déclaré que la question du Sahara occidental et de la crise en Libye «élargissent les responsabilités» de l'organisation panafricaine dans le règlement de ces deux conflits, rapporte l'APS.

Aux défis globaux, «je voudrais ajouter deux questions spécifiques qui élargissent nos responsabilités à de nouvelles ardentes obligations, il s'agit de la question du Sahara occidental et celle du sort de la Libye», a-t-il souligné. «Le Conflit du Sahara occidental reste le plus ancien conflit non résolu sur le continent et demeure une préoccupation tant pour le fonctionnement de notre organisation que pour les populations», a-t-il ajouté.



Nos expatriés : Yattabaré arrache le nul et permet à son équipe d'être seul leader

Sivasspor a repris seul les commandes du Championnat de Turquie après son match nul face à Istanbul Basaksehir (1-1), dimanche.

Sivasspor a arraché le match nul face à Istanbul Basaksehir (1-1), ce dimanche, grâce à l'égalisation de Mustapha Yattabaré en fin de rencontre (80e). L'ancien joueur de Ligue 1 (Guingamp, Montpellier) a répondu au but de Demba Ba, qui avait ouvert le score (66e).

Grâce à ce point, Sivasspor reprend seul le contrôle du Championnat mais Trabzonspor, son dauphin, est seulement à un point derrière – avec un match en retard – après son succès face à Gençlerbirliği (2-0), samedi. Les deux clubs s'affronteront d'ailleurs lors de la prochaine journée pour le match au sommet en Turquie.



SAMA

Transfert d'argent

Transfert d'argent

ECONOMISEZ JUSQU'À

40%

SUR VOS FRAIS DE
TRANSFERT D'ARGENT

www.sama.money

Crise à Barcelone : Messi menace désormais de quitter le club !

Barcelone est en plein psychodrame ! Après la querelle publique entre Lionel Messi et Eric Abidal, les tensions semblaient s'être calmées au sein de l'institution catalane. Mais ce n'est clairement pas le cas, comme le rapporte ce dimanche Ok Diario. Le très informé journal espagnol affirme que le capitaine blaugrana menace désormais de quitter son club de cœur, si Josep Bartomeu reste le président.

Lionel Messi va-t-il quitter le FC Barcelone avant la fin de sa carrière ? C'est la question qui alimente tous les médias espagnols depuis quelques jours. La superstar argentine a fait l'actualité suite à son altercation par médias interposés avec Eric Abidal. « Crise au Barça : Messi allume publiquement Eric Abidal !! » Peu enclin à exprimer ses états d'âme en public, Messi semble agacé par la tournure des événements à Barcelone, entre des résultats décevants, un jeu critiqué, un recrutement

jugé incohérent et un changement d'entraîneur en pleine saison. Il n'en a pas fallu davantage pour relancer les rumeurs d'un hypothétique départ.

« Si Bertomeu reste, Messi s'en va ! »

Ayant fait le choix fort de conserver son directeur sportif, Eric Abidal, malgré son différent avec Leo Messi, le président du FC Barcelone, Josep Bartomeu, souhaitait que les deux hommes se réconcilient. Toutefois, le pire pourrait bien se produire pour le patron barcelonais... Comme nous l'apprend ce weekend El Chiringuito TV, Messi souhaiterait désormais le départ de son président, sous peine de quitter le club.

En colère contre sa direction, le sextuple Ballon d'or ne veut clairement plus perdre de temps. A bientôt 33 ans, "La Pulga" veut re-

trouver une formation compétitive, pour pouvoir garnir de nouveau son armoire à trophées, dans les années à venir. Cela fait désormais plusieurs saisons que l'écurie catalane n'arrive d'ailleurs plus à dominer en Europe. Une situation qui commence à agacer sérieusement Messi qui sera alors prêt à utiliser les grands moyens pour tenter de relancer "son Barça" ou le quitter.

El Chiringuito TV affirme également que si c'est réellement le souhait de Messi, Josep Bartomeu ne devrait alors pas rester très longtemps, en tant que président du FC Barcelone, connaissant l'impact du numéro 10 des "Blaugrana" auprès des "socio".

Messi a toutes les clés en main pour son avenir !

La fin de l'idylle entre Messi et le Barça semble toutefois difficile à imaginer, aujourd'hui. Mais une clause précise effraie les supporters du FC Barcelone: le génie argentin pourrait quitter le club catalan de son propre souhait le 30 juin 2020 selon Ok Diario. Le média national précise que cette clause est désormais effective depuis que Messi a soufflé sa 32ème bougie, en juin dernier.





Bélier (21 mars - 19 avril)

Un vent de fraîcheur ou d'innovation soufflera dans vos activités. Votre voeu aura de fortes chances d'être exaucé. La mission que vous l'on confiera pourrait être différente des habituelles. Vous profiterez de l'aubaine pour étendre vos compétences.

Des questions d'argent seront responsables de vos tensions avec les autres. Vous attendrez le remboursement d'une somme prêtée ou à l'inverse, vous devrez vous acquitter d'une dette que vous ne serez pas en mesure de régler. Cela faussera vos relations.



Taureau (20 avril - 19 mai)

Vous espérez changer d'activité. Des pistes sont prises et vous espérez la réussite. Le climat de jalousies vous incite à partir ! Des petites démarches sont amorcées. Mais votre petite voix invite à la patience ! Ne démissionnez pas de suite de votre poste.

Pour ne pas trop dépenser, comparez les prix ! Des petites dépenses font une coquette somme. L'impulsivité peut être la cause de dépenses comme par exemple l'achat d'accessoires pour votre véhicule. Avec du bon sens et un peu de prudence, la stabilité continue !



Gémeaux (20 mai - 21 juin)

Vous devrez faire face à des moments difficiles, susceptibles de provoquer une rupture de contrat, surtout si vous ne partagez pas ou plus la politique de l'entreprise pour laquelle vous travaillez. La Lune vous mettra des bâtons dans les roues.

Tous les mois, c'est la même chose ! Une fois votre salaire versé, vous dépensez presque tout en une dizaine de jours. Au lieu de faire la fourmi, vous vous transformez en cigale ! C'est plus fort que vous. Vos belles promesses resteront inefficaces...



Cancer (21 juin - 21 juillet)

Vous êtes sollicité pour un nouveau projet, cette proposition arrive à point nommé. Concernant le professionnel, vous prenez de la hauteur, rien ne pouvait vous faire plus plaisir. Illico, vous informez vos proches de la bonne nouvelle. Votre générosité fait de vous une bonne personne. Aujourd'hui encore, cher ami Cancer, vous gâchez les personnes que vous aimez. Un cadeau, une invitation au restaurant, toutes les occasions sont bonnes pour faire plaisir. Vous ne comptez pas.



Lion (22 juillet - 23 août)

Vous retrouverez un rythme de travail plus équilibré. Vous aurez à coeur de préserver une bonne entente avec vos collègues de travail. À la recherche d'un emploi, vous aurez des contacts intéressants qui vous encourageront dans vos démarches.

Vos revenus quotidiens ne seront pas affectés, mais des rentrées d'argent annexes tarderont et vous occasionneront des soucis. Un problème administratif ou le manque d'un papier nécessaire à la bonne évolution de votre dossier financier en sera la cause.



Vierge (23 août - 23 septembre)

Vous trouvez le moyen de faire votre place dans une ambiance tendue ! Il règne une atmosphère difficile. Des rivalités professionnelles sont là. Vous profitez de changements internes. Une évolution rapide devrait arriver. Ne ratez pas ce coche inespéré !

Vous aimez le luxe. Il y a des chances pour que vous craquiez sur des accessoires de décoration. Privilégiez les bonnes affaires. Faire des soldes peut être une alternative ! La famille propose son soutien matériel. Grâce à elle, vous réalisez des économies.



Balance (23 septembre - 22 octobre)

À cause de la planète Uranus, qui sera excessivement contrariante, vous ne serez plus vraiment en osmose avec votre entourage professionnel, ce qui vous rendra moins efficace. Vous n'aimerez pas les normes, les méthodes ou les techniques trop rébarbatives.

Banquier, créancier, huissier, toutes les personnes à qui vous devez, d'une manière ou d'une autre de l'argent, auront toutes les peines du monde à vous joindre aujourd'hui. Rien de vraiment étonnant à cela. Vous ferez volontairement silence radio...



Scorpion (23 octobre - 22 novembre)

Une vraie transformation s'invite dans votre vie professionnelle, ce serait absurde de ne pas sauter sur l'occasion. Cessez de vous poser mille questions. Aujourd'hui, il est temps de passer à autre chose. Oubliez les doutes. Foncez ! Aujourd'hui, cher Scorpion, vous menez les négociations. Si vous avez demandé une prime ou une augmentation, il y a de fortes chances que les euros arrivent sur votre compte prochainement. Patientez un peu, pour les voir apparaître sur votre relevé.



Sagittaire (23 novembre - 21 décembre)

Soutenu dans vos projets professionnels, vous aurez entre les mains une chance exceptionnelle de prendre des responsabilités. Vous redoublez d'efficacité et rien ne pourra entacher votre motivation et votre détermination à bousculer les barrières.

Vous tirerez habilement votre épingle du jeu sur le plan financier. Votre pouvoir d'achat vous semblera moins important, sans renier les facilités qu'il vous apportera. Vous changerez votre rapport à l'argent en adoptant un comportement plus responsable.



Capricorne (21 décembre - 20 janvier)

Vous recevez des éloges de la part de votre hiérarchie, vos efforts ont payé. Vous méritez amplement tous ces compliments. Vous ne cherchez pas à jouer le modeste, au contraire, vous crânez même un peu. Après tout, vous le valez bien !

Un parent vous parle de ses futurs projets financiers, il envisage de faire des investissements. En se confiant à vous, il espère que vous lui donniez votre avis sur la question. La cerise sur le gâteau, c'est qu'il vous réserve un petit bonus !



Verseau (20 janvier - 19 février)

Votre travail va nécessiter de plus en plus une compréhension rapide et une finesse de jugement. Aujourd'hui, les circonstances vous seront favorables. Efforcez-vous d'en tirer le parti le plus avantageux, car vous pourriez monter de plusieurs échelons.

Jupiter favorisera l'émergence de nouvelles rentrées d'argent. Cette planète réussira à vous convaincre de bien vous organiser, en mettant par exemple par écrit vos mouvements financiers. À vous de savoir tempérer le moindre écart budgétaire !



Poisson (19 février - 21 mars)

Vous recevez des éloges de la part de votre hiérarchie, vos efforts ont payé. Vous méritez amplement tous ces compliments. Vous ne cherchez pas à jouer le modeste, au contraire, vous crânez même un peu. Après tout, vous le valez bien !

Un parent vous parle de ses futurs projets financiers, il envisage de faire des investissements. En se confiant à vous, il espère que vous lui donniez votre avis sur la question. La cerise sur le gâteau, c'est qu'il vous réserve un petit bonus !

UN GROUPE BANCAIRE PROCHE DE VOUS !

Filiales



BDU - BF
BURKINA FASO



BDU - CI
CÔTE D'IVOIRE



BDM FRANCE
FRANCE



BDU
BANCO DA UNIÃO
GUINÉE BISSAU

Siège social : Avenue Modibo Kéita / BP 94 Bamako Mali

Tél. : (+223) 20 22 20 50 / 20 22 53 36 - Fax. : (+223) 20 22 50 85/20 22 42 50

www.bdm-sa.com

VOS AMBITIONS N'ONT PAS DE LIMITE



BDM SA